



Philippe TOURNIER
Secrétaire général
philippe.tournier@snpden.net

On a l'impression d'être dirigé par des gens qui vivent dans une sorte de monde parallèle. De notre univers bêtement occupé de « salles de profs », d'élèves bavards, de parents mécontents et de bureaucrates butés, pas un mot

« Courage, fuyons.

Les 2 et 3 mai derniers, se sont tenues les « journées de la Refondation » qui devaient faire un bilan de l'action conduite depuis 2012. Cette initiative a été assez brocardée dans le monde syndical, même favorable, et par les journalistes qui y ont vu un « show » convenu qui fleurait surtout bon la préparation du printemps 2017. Certes, certains moments d'autocongratulation étaient lourdement formels mais il y eut aussi d'autres instants marquants comme les interventions de Vincent Peillon qui, s'il n'a rien appris, ni rien oublié, est toujours un discoureur captivant, ou d'Antoine Prost, lucide, sévère et caustique. En fait, il ne manquait qu'un invité : la réalité.

MONDES PARALLÈLES

Sans s'abandonner à un « basisme » teigneux, le programme de ces journées mentionne 66 intervenants mais où on ne compte que quatre professeurs devant des élèves et un personnel de direction en poste : 92 % des interventions ont donc été faites par des acteurs de l'école qui ne sont pas en contact direct avec sa réalité quotidienne. Certes, cela ne diminue en rien leur légitimité d'en parler, et parfois avec pertinence, mais ce déséquilibre est quand même assez significatif d'un état d'esprit qui considère la prosaïque réalité comme un convive de trop. Ce n'est ni nouveau, ni propre à notre maison, mais quand on concourt à la direction d'un établissement, assez « haut » pour voir un peu large mais assez « bas » pour devoir faire face quotidiennement à ladite réalité, on a l'impression d'être dirigé par des

gens qui vivent dans une sorte de monde parallèle. De notre univers bêtement occupé de « salles de profs », d'élèves bavards, de parents mécontents et de bureaucrates butés, pas un mot durant ces deux journées. De toutes ces réalités, on ne veut, d'évidence, rien savoir et il est frappant de voir que peu de problèmes concrets portant sur ce qu'on peut appeler « la qualité » quotidienne du fonctionnement de l'école ont été traités depuis 2012 : ni la gestion des ressources humaines (condamnée à errer dans les limbes), ni le remplacement, ni les systèmes d'information (il est vrai que certains problèmes concrets ont été « réglés »... en les transférant aux collectivités). Alors qu'on se rengorge de la réforme des rythmes, le baccalauréat est parti à la conquête du mois d'avril et le brevet placé assez tôt pour raccourcir de deux semaines l'année trop courte des collégiens. On s'effare du niveau de maîtrise de



la langue d'un quart des sixièmes mais le seul horaire qu'on y réduit est celui de français. De tout cela, il ne fut pas question durant ces journées de la Refondation, ni d'ailleurs nulle part aujourd'hui sauf dans les « groupes Blanchet » quand ils fonctionnent bien.

LE GRAND ÉCART

Cette fuite des responsables devant une réalité déplaisante est un phénomène déjà ancien que l'on peut dater des processus de décentralisation et de déconcentration qui, en transférant la gestion du quotidien au local, en ont « libéré » les décideurs. Quoi qu'ils disent, annoncent ou fassent, ils ont aujourd'hui intériorisé que le « local », *in fine*, se débrouillera pour arranger les choses (on va en avoir un magnifique exemple, avec la réforme du collège). Il pourrait s'agir d'un mode de fonctionnement assumé ainsi que ce fut le cas sous Luc Chatel qui le fit tourner à plein pour surmonter, non sans habileté, l'épineuse question des suppressions massives de postes. Las : la culture injonctive a, depuis, fait son retour dans un mélange détonant de prescriptions impérieuses et de déni de la réalité. Des tripotages incessants d'APB au flot de circulaires, là sur les secondes pro, ici sur les doublements de terminales, c'est le règne des injonctions hâtives et irréalistes (quand ce n'est pas privées du plus élémentaire bon sens) et il faut noter que nous ne sommes plus guère consultés sur la vraisemblance de la mise en œuvre. *Yaka, fokon...* On en

a un exemple à la fois pathétique et cocasse avec les « zones spécifiques » où des autorités, qui ne savent guère ce qu'elles veulent, demandent simultanément aux lycées deux choses parfaitement incompatibles pour finir par les « lâcher » sans oser avouer à l'opinion les conséquences de cette absence de décision et en préconisant une solution qui souligne qu'elles n'ont pas fréquenté d'ados depuis longtemps... En fait, comme pour les « blocages », les personnels de direction irritent beaucoup à rappeler les responsables aux triviales réalités le plus souvent laissées sans solutions autres que celles que nous nous inventons nous-mêmes.

Ce n'est pas très original d'écrire cela mais nous vivons une crise majeure de l'action publique dont le déferlement ininterrompu de « mesures » éphémères, de « parcours » de toutes sortes ou de référents en tous genres noie les questions essentielles de la qualité quotidienne abandonnée à ce fonctionnement qu'Antoine Prost a durement qualifié « d'anarchie totalitaire ». La frustration qu'entraîne ce grand écart entre les aspirations émancipatrices réduites à des opérations de com' et la réalité obsédante et dévaluée est un des fondements du malaise généralisé au sein de l'institution. □

Alors qu'on se rengorge de la réforme des rythmes, le baccalauréat est parti à la conquête du mois d'avril et le brevet placé assez tôt pour raccourcir de deux semaines l'année trop courte des collégiens

Une crise majeure de l'action publique dont le déferlement ininterrompu de « mesures » éphémères, de « parcours » de toutes sortes ou de référents en tous genres noie les questions essentielles